

## Politique de protection des données à caractère personnel

La présente Politique est établie par :

L'Ordre des Avocats du Barreau de Nivelles (Brabant Wallon)

Palais de justice

Place Albert 1er, 17 – 1400 Nivelles

e-mail : [secretariat@barreaudubrabantwallon.be](mailto:secretariat@barreaudubrabantwallon.be)

BCE n° : BE 0858.357.354

*Ci-après, « le Barreau » ou « nous », « nos ».*

Nous sommes particulièrement attentifs à la protection des données à caractère personnel (ci-après nommées « les données ») et au respect de la vie privée de toute personne amenée à entrer en contact avec nous. Nous agissons en toute transparence, conformément aux dispositions nationales et internationales en la matière notamment, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après dénommé le « règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »).

Le présent document d'information relatif à la protection des données décrit la manière dont nous traitons vos données ainsi que les droits que vous pouvez exercer sur les données qui vous concernent en qualité de personne concernée (c'est-à-dire, la personne dont les données sont traitées).

Elle peut être modifiée à tout moment, afin notamment de nous conformer à toute évolution réglementaire, jurisprudentielle ou technologique. Nous vous invitons à la consulter régulièrement.

Vous pouvez réagir à l'une des pratiques décrites ci-après en nous contactant.

### **TABLE DES MATIERES**

1.	POURQUOI LE BARREAU TRAITE-T-IL VOS DONNÉES ? .....	2
2.	QUELLES SONT LES DONNÉES QUI SONT TRAITÉES PAR LE BARREAU ET D'OÙ PROVIENNENT-ELLES ?.....	6
3.	AVEC QUI LE BARREAU PARTAGE-T-IL VOS DONNÉES ? .....	9
4.	COMBIEN DE TEMPS LE BARREAU GARDE-T-IL VOS DONNÉES ? .....	10
5.	LE BARREAU TRANSFERE-T-IL VOS DONNEES EN DEHORS DE L'UNION EUROPEENNE ? .....	10
6.	COMMENT PROTEGEONS-NOUS VOS DONNÉES? .....	11
7.	QUELS SONT VOS DROITS ET COMMENT NOUS CONTACTER? .....	11
8.	QUEL EST LE DROIT APPLICABLE ET LA JURIDICTION COMPETENTE ?.....	12
9.	UTILISONS-NOUS DES COOKIES ? .....	12
10.	MODIFICATIONS .....	12

## 1. POURQUOI LE BARREAU TRAITE-T-IL VOS DONNÉES ?

Selon les données collectées et traitées, les finalités diffèrent. Le Barreau traite vos données :

<i>Traitements</i>	<i>Finalité de l'utilisation</i>	<i>Fondement juridique du traitement</i>	<i>Personnes concernées</i>
<b>La gestion du fonctionnement du conseil de l'Ordre, dont l'organisation des élections (listes d'électeurs, parrainage...)</b>	Nous traitons vos données dans le cadre de nos obligations légales en termes de gestion du Barreau, en ce compris l'organisation de l'assemblée générale et des élections du barreau.	Ce traitement est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- À la réalisation des obligations légales qui nous incombent conformément au Code judiciaire (article 6.1.c) du RGPD).</li> <li>- à la réalisation de mesures contractuelles (article 6.1.b) du RGPD)</li> </ul>	Avocats membres du Barreau
<b>Gestion administrative du barreau.</b>	Nous traitons vos données dans le cadre de la réalisation des obligations légales et contractuelles du Barreau telles que: <ul style="list-style-type: none"> <li>- La gestion du Tableau de l'Ordre, de la liste des avocats stagiaires, de la liste des avocats honoraires, en ce compris leur publication</li> <li>- La publication d'informations à caractère officiel</li> <li>- gestion du stage et de la formation initiale</li> <li>- gestion des cotisations en ce compris leurs fixation et perception</li> <li>- gestion du registre des sanctions disciplinaires</li> </ul>	Ce traitement est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la réalisation des obligations légales qui nous incombent (articles 6.1.c) et 9, 2, g du RGPD) notamment conformément aux: <ul style="list-style-type: none"> <li>o articles 428 et 432bis pour les recours, 430 §1<sup>er</sup>, 434 et 435, 443, 461 §1<sup>er</sup> du Code judiciaire</li> <li>o articles 3.26 à 3.35, 4.2 à 4.4, 4.63 et suivants du Code de déontologie des avocats<sup>1</sup></li> </ul> </li> </ul>	Avocats membres du Barreau
<b>Gestion des services rendus par le Barreau</b>	Nous traitons vos données dans le cadre de la réalisation des obligations	Ce traitement est nécessaire à la réalisation de mesures	Avocats membres du Barreau

<sup>1</sup> <https://avocats.be/sites/default/files/01.11.2020%20Code%20d%C3%A9ontologie%20version%20fran%C3%A7aise%20-%20en%20vigueur%20au%2001.11.2020.pdf>

	<p>contractuelles de services que le Barreau rend tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- organisation de la formation permanente ;</li> <li>- assistance sociale;</li> <li>- location de matériels tels que livres, toges ;</li> <li>- l'organisation d'activités non scientifiques pour entretenir les liens entre les membres du barreau</li> </ul>	<p>contractuelles (article 6.1.b) du RGPD).</p> <p>Pour le traitement de données appartenant à des catégories particulières dans le cadre du service d'assistance sociale, la base de licéité est l'article 9, 2, a du RGPD.</p> <p>Pour le traitement de données dans le cadre d'organisation d'activités non scientifique, la base de licéité est l'article 6, 1, f.</p>	Tout tiers bénéficiaire des formations
<p><b>Gestion des contrôles divers opérés par le Barreau sur ses membres (comptes tiers, lutte anti-blanchiment, formation permanente, etc ...)</b></p>	<p>Nous traitons vos données dans le cadre de la réalisation à la réalisation de nos obligations légales.</p>	<p>Ce traitement est nécessaire pour la réalisation des obligations légales qui nous incombent sur base notamment par la loi du 18 septembre 2017 relative à <i>la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces</i> et par le Code de déontologie de l'avocat, notamment en matière de gestion des comptes de tiers, de contrôle de la formation permanente et de lutte contre le blanchiment et le terrorisme (article 6.1.c. du R.G.P.D.)</p>	<p>Avocats membres du Barreau</p> <p>Justiciables (par exemple dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent).</p>
<p><b>Gestion des plaintes et des interpellations de nature déontologique</b></p>	<p>Nous traitons les données dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du traitement des plaintes introduites à l'encontre d'un membre du Barreau ou de toute interpellation de nature déontologique</li> </ul>	<p>Ce traitement est nécessaire à la réalisation des obligations légales qui nous incombent (articles 6.1.c) et 9, 2, g du RGPD) notamment conformément aux articles 456 du Code judiciaire.</p> <p>Pour le traitement de données dans le cadre du</p>	<p>Justiciable</p> <p>Avocats membres du Barreau</p>

	- du fonctionnement de la commission consultative des honoraires	fonctionnement de la commission consultative des honoraires, la base de licéité est l'article 446 ter du Code judiciaire et les articles 5.27 à 5.35 du Code de déontologie des avocats	
<b>Gestion du personnel du barreau</b>	Nous traitons les données afin de réaliser nos obligations contractuelles à votre égard ou légales	Ce traitement est nécessaire à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Engagement et licenciement</li> <li>- Paiement des rémunérations</li> <li>- Gestion des absences et maladies</li> <li>- Gestion des congés</li> </ul>	Membres du personnel engagés dans une relation de travail avec nous
<b>Gestion de nos fournisseurs</b>	Nous traitons les données afin de réaliser nos obligations contractuelles à votre égard ou à l'égard de votre entreprise	Ce traitement est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la réalisation des obligations légales qui nous incombent conformément au Code de droit économique en matière fiscale et comptable (article 6.1.c) du RGPD).</li> <li>- à la réalisation des mesures contractuelles (article 6.1.b) du RGPD).</li> </ul>	Avocats membres du Barreau
<b>Gestion de la communication</b>	Nous traitons les données afin de vous communiquer les informations relatives à la vie du Barreau au sens large (formation, procès-verbaux des réunions du Conseil de l'ordre, etc). Il relève de notre intérêt légitime de vous offrir et de	Ce traitement est nécessaire à la poursuite de notre intérêt légitime, dès lors que nous avons mis en balance cet intérêt et vos intérêts ou libertés et droits fondamentaux (article 6.1.f) du RGPD).	Avocats membres du Barreau

	promouvoir tous les services et/ou de partager avec vous des messages informatifs qui correspondent à ce que vous pouvez raisonnablement attendre de nous dans le contexte de notre relation existante ou possible dans le futur.	Vous pouvez à tout moment vous opposer à ce traitement en nous contactant.	
<b>Gestion de notre contentieux</b>	Nous pouvons être amenés à utiliser vos données pour répondre à notre intérêt légitime ou à ceux de tierces parties, à l'occasion de la défense de nos intérêts (ou de ceux de tiers) en justice dans le contexte de notre relation existante ou possible dans le futur.	Ce traitement est nécessaire à la poursuite de l'intérêt légitime, dès lors que nous avons pondéré cet intérêt et vos intérêts ou libertés et droits fondamentaux (article 6.1.f) du RGPD).  Nous pourrions aussi être amenés à traiter des données sensibles dans ce cadre, conformément aux dispositions de l'article 9 §2, f) du RGPD.	Avocats membres du Barreau  Justiciables  Parties tierces (fournisseurs, partis adverses dans un litige, etc)
<b>Gestion du Bureau d'aide juridique (en responsabilité conjointe avec les avocats)</b>	Nous traitons les données des justiciables afin de déterminer s'ils peuvent bénéficier de l'aide juridique, de désigner un avocat qui assurera la défense de leurs intérêts, etc  Nous traitons les données des avocats pour gérer leurs désignations, l'octroi des points en vue du paiement des indemnités, etc.  Réalisation de statistiques	Ce traitement est nécessaire à la réalisation des obligations légales qui nous incombent (articles 6.1.c) et 9, 2, g du RGPD) notamment conformément à:  - Articles 508/1 et suivants du Code judiciaire, et les arrêtés d'exécution des lois des 23 décembre 1998 et 16 juillet 2016, notamment l'arrêté royal du 20 décembre 2003  - Arrêté royal du 20 décembre 1999, contenant les modalités d'exécution relatives à l'indemnisation accordée aux avocats dans le cadre de l'aide juridique de deuxième	Justiciables  Avocats

		ligne et relatif au subside pour les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique	
--	--	---	--

## 2. QUELLES SONT LES DONNÉES QUI SONT TRAITÉES PAR LE BARREAU ET D'OÙ PROVIENNENT-ELLES ?

Nous collectons uniquement des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est strictement nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Suivant les finalités, la collecte des données est réalisée différemment.

Nous vous détaillons ci-dessous les données que nous recueillons sur vous, la raison de leur collecte, ainsi que les modalités de recueil de celles-ci.

<i>Traitements</i>	<i>Les données collectées et traitées</i>	<i>Modalités de la collecte</i>
<b><i>La gestion du fonctionnement du conseil de l'Ordre</i></b>	Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise) Données d'identification électronique (adresse mail) Caractéristiques professionnelles Tableau auquel vous êtes inscrit et ancienneté d'inscription	Directement auprès de vous Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement ou communiquées
<b><i>Gestion administrative du barreau.</i></b>	Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise, carte d'identité) Données d'identification électronique (adresse mail) Photographie (carte d'identité) Données financières (n° de compte, revenus provenant de l'activité d'avocat, etc) Données ayant trait à des condamnations pénales ou des infractions et toutes les données nécessaires à la réalisation de la mission confiée par l'autorité judiciaire.	Directement auprès de vous. Après d'un tiers tel que: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ justiciables</li> <li>○ une compagnie d'assurance</li> <li>○ partie adverse</li> <li>○ autorité judiciaire ou administrative</li> <li>○ autorité publique (police, etc)</li> </ul> Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement ou communiquées

<p><b>Gestion des services rendus par le Barreau</b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales, (noms et prénoms des enfants, état civil)</p> <p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, votre langue maternelle, langue(s) parlée(s))</p> <p>Caractéristiques professionnelles</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière ; paiements, extraits de comptes bancaires)</p> <p>Données concernant votre santé.</p>	<p>Directement auprès de vous.</p> <p>Auprès d'un tiers tel que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ autorité judiciaire ou administrative compétente</li> <li>○ autorité publique (police, etc)</li> <li>○ conseil technique</li> </ul> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement</p>
<p><b>Gestion des contrôles divers opérés par le Barreau</b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Caractéristiques professionnelles</p> <p>Données financières (n° de compte, mouvements financiers ; extraits de comptes bancaires)</p>	<p>Directement auprès de vous.</p> <p>Auprès d'un tiers tel que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ autorité judiciaire ou administrative compétente</li> <li>○ autorité publique (police, etc)</li> <li>○ organisme bancaire</li> </ul> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement</p>
<p><b>Gestion du personnel du Barreau</b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise, carte d'identité)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Photographie (carte d'identité)</p> <p>Données financières (n° de compte, revenus provenant de l'activité d'avocat, etc)</p> <p>Données ayant trait à des condamnations pénales ou des infractions et toutes les données nécessaires à la réalisation de la mission confiée par l'autorité judiciaire.</p>	<p>Directement auprès de vous</p> <p>Auprès d'un tiers tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ BCSS</li> <li>○ Assurance accident du travail</li> <li>○ Médecine du travail</li> </ul> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement ou communiquées</p>

<p><b><i>Gestion de nos fournisseurs</i></b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail, mot de passe crypté, identifiant)</p> <p>Données financières (n° de compte, créances ouvertes)</p>	<p>Directement auprès de vous</p> <p>Après de votre société</p> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement ou communiquées</p>
<p><b><i>Gestion de la communication</i></b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p>	<p>Directement auprès de vous.</p> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement</p>
<p><b><i>Gestion de notre contentieux</i></b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales, (noms et prénoms des enfants, état civil)</p> <p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, votre langue maternelle, langue(s) parlée(s))</p> <p>Caractéristiques professionnelles</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière ; paiements, extraits de comptes bancaires)</p> <p>Données concernant votre santé, à votre appartenance syndicale et/ou politique, à votre vie sexuelle, etc (article 9, 1 du RGPD)</p> <p>Données relatives à des condamnations pénales et aux infractions.</p>	<p>Directement auprès de vous.</p> <p>Après d'un tiers tel que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ autorité judiciaire ou administrative compétente</li> <li>○ autorité publique (police, etc)</li> <li>○ conseil technique</li> </ul> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement</p>
<p><b><i>Gestion du Bureau d'aide juridique (en responsabilité du traitement conjoint avec les avocats)</i></b></p>	<p>Données d'identification personnelle (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, numéro d'entreprise)</p> <p>Données d'identification électronique (adresse mail)</p> <p>Données familiales, (noms et prénoms des enfants, état civil)</p>	<p>Directement auprès de vous.</p> <p>Après d'un tiers tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ autorité judiciaire ou administrative compétente</li> <li>○ autorité publique (police, etc)</li> </ul>

	<p>Caractéristiques personnelles (âge, sexe, date de naissance, nationalité, pays d'origine, votre langue maternelle, langue(s) parlée(s))</p> <p>Caractéristiques professionnelles</p> <p>Données financières (n° de compte, l'avertissement extrait de rôle et la composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière ; paiements, extraits de comptes bancaires)</p> <p>Données concernant votre santé, à votre appartenance syndicale et/ou politique, à votre vie sexuelle, etc (article 9, 1 du RGPD)</p> <p>Données relatives à des condamnations pénales et aux infractions.</p>	<p>o conseil technique</p> <p>Vous ou une autorité publique les avez rendues accessibles publiquement</p>
--	---	---

### 3. AVEC QUI LE BARREAU PARTAGE-T-IL VOS DONNÉES ?

Tout partage de données s'effectue dans les limites du secret professionnel, des règles déontologiques et du présent document.

Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes qui sont membres du Barreau ou tout conseil technique dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du barreau.

Le Barreau est susceptible de transmettre vos données aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice dans le cadre de la défense de nos intérêts et dans la mesure nécessaire.

Le Barreau est susceptible de transmettre vos données à des parties adverses dans le cadre de la défense de nos intérêts et dans la mesure nécessaire.

Le Barreau est susceptible de transmettre, le cas échéant, vos données à des organismes bancaires ou d'assurances dans le cadre de la défense de nos intérêts et dans la mesure nécessaire.

Le Barreau est susceptible de transmettre vos données à des parties tierces dans le cadre de ses missions légales telles que le contrôle des honoraires.

Le Barreau est susceptible d'être amené à devoir transmettre les données collectées aux autorités ou entités fixées par la loi, le décret ou toute disposition réglementaire qui est applicable.

Le Barreau peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de «sous-traitant» au sens du RGPD, dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le Barreau a souscrit.

En toutes circonstances, nous assurons la protection de vos données par des conventions assurant la confidentialité.

Les prestataires de services, qu'ils soient sous-traitants ou responsables de leur traitement, avec qui nous sommes amenés à partager vos données sont les suivants :

Type de prestataire de service	Localisation
Prestataires de solutions d'envoi d'e-mails	En Europe
Prestataires de solutions d'envoi postal	En Europe
Prestataires de solutions informatiques et de maintenance de l'infrastructure et des systèmes	En Europe
Prestataires de service d'hébergement / Cloud	En Europe
Comptables et prestataires de services financiers	En Europe
Banques / Assurances	En Europe
Avocats	En Europe

Pour des raisons de sécurité, la liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées est disponible à première demande.

#### **4. COMBIEN DE TEMPS LE BARREAU GARDE-T-IL VOS DONNÉES ?**

Nous conservons les données que nous traitons uniquement le temps nécessaire afin d'accomplir les finalités listées dans le présent document. Les délais de conservation des données, applicables aux différents traitements, sont déterminés en fonction de la finalité poursuivie. Pour toute question ou précision, nous vous invitons à nous contacter.

Au terme de l'écoulement du délai de conservation fixé, nous mettons tout en œuvre pour nous assurer que les données concernées ont bien été effacées.

#### **5. LE BARREAU TRANSFERE-T-IL VOS DONNEES EN DEHORS DE L'UNION EUROPEENNE ?**

Les transferts des données vers un pays hors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ne seront autorisés, que si et seulement si :

- la Commission européenne a rendu une décision qui établit que ce pays assure un niveau de protection adéquat des données, c'est-à-dire équivalent à celui prévu par la législation européenne. Les données seront transférées sur ce fondement.
- le transfert est couvert par une mesure adéquate accordant un niveau de protection des données équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les Clauses Contractuelles Types de la Commission, le consentement.

## 6. COMMENT PROTEGEONS-NOUS VOS DONNÉES?

En toutes circonstances, nous assurons un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle de vos données, en vue de vous prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si vous avez connaissance de l'existence d'une fuite de données ou si vous en suspectez une, nous vous demandons de nous la signaler immédiatement en nous contactant.

Pour des raisons de sécurité, la liste des mesures de sécurité mises en œuvre par le Barreau est disponible à première demande.

## 7. QUELS SONT VOS DROITS ET COMMENT NOUS CONTACTER?

Excepté si une disposition légale en vigueur en Belgique ne le permet pas, en ce compris le RGPD, ou si le secret professionnel s'y oppose, en vertu de la réglementation vous avez les droits suivants :

- Le droit d'accès en ce compris le droit de savoir que le Barreau traite vos données ;
- Le droit de recevoir une copie des données traitées ;
- Le droit de rectification des données traitées ;
- Le droit de retrait du consentement ;
- Le droit de vous opposer au traitement de vos données notamment si vos données sont traitées sur base de notre intérêt légitime ;
- Le droit de limiter le traitement des données traitées ;
  - Si vous contestez l'exactitude de ces données. Dans l'attente de l'évaluation des intérêts en présence avant l'exercice du droit d'opposition au traitement de certaines de vos données.
  - Si le traitement de vos données est illégitime, mais que vous ne souhaitez néanmoins pas exercer votre droit à l'effacement des données.
  - Si nous n'avons plus besoin de vos données, mais que vous en avez besoin dans le cadre d'une action en justice.
- Le droit à l'effacement des données traitées ;
- Le droit à la portabilité des données traitées ;
- Le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données :

[www.autoriteprotectiondonnees.be](http://www.autoriteprotectiondonnees.be)

Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles

Tél.: +32 (0)2 274 48 00

Télécopie: +32 (0)2 274 48 35

Courriel : [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

Pour de plus amples informations sur les plaintes et voies de recours possibles, vous êtes invités à consulter la page suivante de l'Autorité de protection des

données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/introduire-une-plainte>

Nous ne manquerons pas de donner suite à votre demande dans les meilleurs délais et au plus tard dans le mois qui suit la réception de votre demande, nous vous informerons des suites que nous y avons accordées.

Selon la difficulté de votre demande ou le nombre de requêtes que nous recevons d'autres personnes, ce délai pourra être prolongé de deux mois. Dans ce cas, nous vous avertirons de cette prolongation dans le mois suivant la réception de votre formulaire.

En toutes circonstances, lors de la communication de ces informations, nous sommes toujours dans l'obligation de tenir compte des droits et libertés des autres personnes.

Vous pouvez exercer les droits précités en vous adressant à l'adresse électronique suivante : [secretariat@barreaudubrabantwallon.be](mailto:secretariat@barreaudubrabantwallon.be).

Toutefois, en ce qui concerne le Bureau d'Aide juridique, ces droits seront exercés en vous adressant à l'adresse électronique suivante : [contact@bajbw.be](mailto:contact@bajbw.be)

Notre Délégué à la protection des données peut quant à lui être contacté à l'adresse électronique suivante : [privacy@barreaudubrabantwallon.be](mailto:privacy@barreaudubrabantwallon.be) ou par envoi postal à l'adresse suivante : Ordre des Avocats du Barreau de Nivelles (Brabant Wallon), Délégué à la protection des données, Palais de justice, Place Albert 1<sup>er</sup>, 17 à 1400 Nivelles.

Nous vous prions de joindre à votre demande les pièces ou informations nécessaires à prouver votre identité, à défaut nous pourrions vous revenir afin de solliciter une preuve de votre identité, par exemple une copie de votre carte d'identité, en vue de donner les suites utiles à votre demande.

## **8. QUEL EST LE DROIT APPLICABLE ET LA JURIDICTION COMPETENTE ?**

La présente Politique est régie par le droit belge. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente Politique sera soumis au droit belge.

## **9. UTILISONS-NOUS DES COOKIES ?**

Nous utilisons des cookies sur notre site internet.

Un cookie est un code sous la forme d'un fichier stocké sur votre ordinateur. Lors d'une visite ultérieure sur notre site internet, ces cookies peuvent alors être reconnus. Les cookies nous aident à améliorer notre site, à faciliter votre navigation ou encore à analyser notre audience.

Seuls les cookies fonctionnels sont utilisés. Ils sont au nombre de 3 : gid, ga et gat (Google Analytics). Ces cookies restent présents sur votre machine jusqu'à ce que vous les supprimiez.

Si vous souhaitez les supprimer, nous vous invitons à vous référer aux consignes de suppression des cookies établies par votre système d'exploitation et/ou votre navigateur internet (Chrome, Firefox, Edge, Safari, etc ...).

## **10. MODIFICATIONS**

Le Barreau peut à tout moment apporter, pour différentes raisons, des corrections, des compléments ou des modifications au présent document d'Information sur la politique de

protection des données. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur notre site internet.

Dernière mise à jour le 1<sup>er</sup> octobre 2021.